

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 03 Février 2012

Vincent Peillon, Responsable du pôle éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche

Jean-Yves Le Déaut, Responsable de l'enseignement supérieur et de la recherche

Investissements d'avenir : un nouveau modèle est nécessaire pour éviter le développement de déserts scientifiques en France

Les résultats de la deuxième vague d'Initiatives d'excellence (IDEX 2) ont été annoncés par le Premier ministre. Nous saluons le travail exigeant des nombreuses équipes qui ont répondu aux appels d'offres et félicitons les sites retenus.

L'objectif du Grand emprunt partait d'une intention louable : il était sans aucun doute opportun, afin d'initier une sortie de crise, de faire le choix de la connaissance en soutenant nos laboratoires de recherche. A ce titre, nous demandons à l'Etat d'accélérer le versement des crédits promis qui n'a pris que trop de retard. Hélas, la méthode retenue est lourde de conséquences pour l'avenir de la recherche. La mise en concurrence systématique entre les sites concernés a épuisé les équipes, contraintes de concentrer leurs efforts sur la recherche de financements au détriment de la recherche stricto sensu. En outre, les sommes qui bénéficieront réellement aux équipes sont loin des milliards annoncés, puisque ce ne sont que les intérêts de la dotation qui leurs seront versés.

De surcroît, cette méthode risque de créer un système à deux vitesses avec la constitution de quelques pôles d' « excellence » qui verront leurs moyens considérablement renforcés, tandis que d'autres, dits « de proximité », seront progressivement dépourvus de moyens. Comment accepter le renforcement des déséquilibres entre sites universitaires et par conséquent la constitution de véritables déserts universitaires et scientifiques en France? Les projets retenus ne reflètent pas la répartition de la science sur le territoire. Seules quatre Universités hors Paris ont été retenues, dont aucune au nord d'une ligne Bordeaux-Strasbourg.

Cette logique de concentration excessive des moyens ne peut plus durer. Nous proposons un nouveau modèle qui privilégie la coopération et la mise en réseaux des forces de recherche. Nous concilierons le renforcement de la recherche et l'équité entre les territoires. La recherche exige du temps, de la confiance et de la stabilité. Tels sont les fondements de la nouvelle politique de recherche que nous entendons construire demain.